Un bilan amer pour l'Égypte : quarante ans de croissance rentière, au prix de la désagrégation sociale et de la dépendance extérieure

Marc Lavergne

▶ **To cite this version:**

Marc Lavergne. Un bilan amer pour l'Égypte : quarante ans de croissance rentière, au prix de la désagrégation sociale et de la dépendance extérieure . Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique, 2016, Le monde arabe : regards géopolitiques, 160-161, pp.97-122. halshs-01248035

HAL Id: halshs-01248035
https://shs.hal.science/halshs-01248035

Submitted on 23 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Un bilan amer pour l'Égypte : quarante ans de croissance rentière, de désagrégation sociale et de dépendance extérieure

A bitter downgrading for Egypt : forty years of rentier growth, social breaking up and external dependency

Marc Lavergne

Directeur de recherche au CNRS

Laboratoire CITERES/Université de Tours

15, rue Marco Polo

91300 – Massy

collongue@gmail.com

Les soulèvements arabes, du sursaut illusoire au retour du réel ?

Le monde arabe traverse depuis cinq ans une série de bouleversements profonds, qui prennent des tournures sans cesse nouvelles et inattendues, entraînant leurs protagonistes dans des combats ou des alliances mouvantes [Bozarslan, 2015] :

- Une première phase, celle des « révolutions arabes », déclenchée par une jeunesse en révolte, inorganisée mais déterminée, s'est achevée sans résultats tangibles sur le plan de la structure et de la pratique du pouvoir, à l'exception notable mais particulière, de la Tunisie ;

- Une deuxième phase s'est ouverte avec la contre-révolution, menée par des forces soutenues par une apparente majorité silencieuse, et/ou par les forces armées et par les pays menacés comme les monarchies pétrolières du Golfe ;

- Une troisième phase voit la désagrégation de certains pays, sous la pression de forces internes ou externes, qui mine la légitimité et la capacité des pouvoirs centraux à exercer leur autorité, quand même ils subsistent nommément.

A mettre en miroir le monde arabe du milieu des années 70 et celui d'aujourd'hui, il semble qu'il soit entré dès cette époque dans une phase de dépossession progressive de son destin, pour passer du statut d'acteur à celui d'objet de sa propre histoire.

Cette dépossession est le résultat d'un double échec :

- Au niveau des États, les sociétés arabes ont échoué à institutionnaliser ceux d'entre eux hérités de la colonisation et du dépeçage de l'empire ottoman, et à stabiliser les relations sociopolitiques à l'intérieur de leurs frontières : le vouloir vivre ensemble de ces peuples est toujours en question, ou même l'est devenu au point de provoquer des crises aiguës et des interrogations autour du devenir de ces États1 ;

- Au niveau global, le monde arabe a échoué – et cela découle peut-être de la première constatation – à s'intégrer à la marche du monde, et à y contribuer de manière positive, que ce soit dans les domaines de la production, de la gestion, de la création technologique, culturelle, artistique, de la recherche scientifique, des questions du devenir de l'humanité qui préoccupent l'ensemble des sociétés humaines aujourd'hui. L'être au monde des Arabes pose aujourd'hui un problème majeur au reste du monde, alors même et parce que le monde arabe s'est marginalisé dans tous les domaines qui ouvrent les portes de l'avenir. Pour mesurer le chemin parcouru - et la déception qui peut être celle des observateurs qui ont pu suivre l'évolution du monde arabe -, il n'est pas inutile de se reporter à l'œuvre de Jacques Berque, dans laquelle l'Égypte tient une large part [Berque,1967] , qui accompagna « des deux rives », les années de lutte et d'espoir du monde arabe, comme sociologue, arabisant et islamologue de haute érudition, du Golfe à l'Océan2.

Le soubresaut soudain des "Printemps arabes" avait à première vue pu faire croire aux observateurs extérieurs, et d'abord à ses acteurs, que ce hiatus allait être comblé, comme l'avait souhaité le président Obama lors de son discours du Caire le 4 juin 2009. Il semblait être jailli spontanément d'un ras-le-bol de la jeunesse contre les pouvoirs de caciques corrompus et incapables de faire entrer leur pays dans la « postmodernité » [El-Shazli Y. et Hassabo C. , 2013].
Il était en réalité le résultat d'une longue maturation interne qui s'est exprimée sans avoir pu l'emporter, mais qui continuera de façon plus ou moins souterraine à faire son chemin, avec l'alternative entre le dévoiement dans un engagement islamiste ou une insertion dans un mouvement universel, dont l'attractivité n'est pas toujours acquise.

---

1 A ce sujet, le débat sur l'artificialité des frontières héritées du dépeçage franco-britannique de l'empire ottoman me semble déplacé : ce qui est en cause, pour l'adhésion d'un peuple à un État, est le caractère impartial et "inclusif" comme on dit désormais, de cet État et non pas son homogénéité ethnolinguistique : toutes les frontières sont par nature artificielles, puisqu'elles sont le résultat de décisions humaines, et ne sont qu'exceptionnellement le résultat du libre choix des peuples concernés...la France fournissant l'exemple le plus achevé d'une construction progressive qui ignore systématiquement les frontières linguistiques et culturelles, pour forger non seulement un État, mais une nation.

2 A relire également « Dynamique de l'islam d'aujourd'hui, dialogue avec Yves Lacoste », *Hérodote* n°36, janvier-mars 1985, pages 49-62

Mais il manquait et il manque encore à cette évolution en profondeur, une conscience claire des retards à combler, non pas tant économiques et sociaux, que dans l'ouverture éducative, culturelle et sociétale Il manque également à ces mouvements les conditions opératoires fondamentales pour parvenir à peser sur la marche de la société, de l'économie et du pouvoir : des programmes, des organisations et des cadres.
Le désir d'ordre et de stabilité, le poids des habitudes et des traditions, ont donc contribué à faire échouer cette remise en question des modes de fonctionnement de la société, c'est-à-dire à permettre à des mouvements de masse comme les Frères Musulmans de reprendre le contrôle qui leur avait échappé, puis à une contre-révolution de reprendre les leviers de commande.
Le monde arabe est à présent au milieu du gué, avec une exacerbation des contradictions internes, dans une situation d'urgence, avec l'émergence d'acteurs plus radicaux comme « l'Etat islamique », porteurs d'une remise en question non seulement des objectifs de la société, mais aussi de ses moyens. Ce sont pour l'instant les porteurs d'une aspiration révolutionnaire, dont la vision défie tous les codes sur lesquels est fondé le fonctionnement traditionnel des sociétés orientales, mais aussi l'ordre du monde.
Même si ce défi est surmonté, il laissera des traces profondes, et le monde arabe se trouvera à nouveau devant l'alternative de l'entrée dans la modernité globalisée ou de s'efforcer de maintenir un ordre ancien rejeté à la fois par des forces de progrès, et par les exigences des poussées technologiques et scientifiques globales.

Une Egypte toujours orpheline de Nasser ?

Le choix de l'Égypte

Dans le cadre de cet article, c'est le cas de l'Égypte qui a été retenu, en raison du rôle majeur, et parfois d'entraînement, que ce pays joue – ou a joué - sur la scène régionale et internationale, mais aussi parce que au delà de son cas spécifique, celui-ci reflète aussi l'ensemble des contradictions et des défis auxquels sont confrontés, aujourd'hui, les pouvoirs et les sociétés arabes.

Depuis que l'Occident a avalisé le coup d'état militaire de juillet 2013 du général (autoproclamé maréchal), Abdelfattah al-Sissi, l'Égypte a subi le choc d'une répression sanglante, qui a mis un terme aux tentatives de démocratisation du pays, que ce soit sous une forme laïque, libérale et progressiste, ou sous une forme "islamiste" incarnée par les Frères Musulmans, mouvement en voie de laïcisation depuis déjà longtemps dans nombre de pays : en Jordanie le Front de l'Action islamique avait été associé par le roi Hussein au gouvernement dès les années 80, au Koweït où l'un de ses leaders au Parlement m'assurait en 2000 de leur intention de devenir « l'équivalent musulman des démocrates-chrétiens allemands ou italiens». Et de fait, leur programme religieux ne se distinguait pas de la pratique de la population, et pouvait être considéré comme plutôt suiviste par

rapport à une réislamisation spontanée et individuelle née du « télévangélisme » et d'un « néowahhabisme » fruits de l'influence croissante du modèle sociétal de la péninsule arabique, tandis que leur popularité provenait plus sûrement de leur action sociale au bénéfice des pauvres [Abdelfadil et Roussillon (dir.),1990].
L'Égypte occupe le cœur du monde arabe, et peut paraître, sur la carte, comme le fléau de la balance entre le Maghreb et le Machrek, entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne. Mais elle est en même temps un pays totalement à part, et même à nul autre pareil. Sa conformation physique - ce long ruban oasien au cœur du désert - et sa population - héritière d'une paysannerie attachée depuis des millénaires à son terroir, en ont fait un univers coupé du monde extérieur, en dépit des dominations étrangères subies durant des millénaires. Hérodote s'étonnait déjà de ses Pyramides, dont on ne percevait pas l'origine, et qui n'avaient été reproduites nulle part.
Et pourtant, son poids démographique, l'attraction de sa capitale, centre de pouvoirs puissants, et l'intérêt géostratégique de sa localisation au carrefour des continents africain et asiatique, aux portes de l'Europe sur la route des Indes, lui ont donné une importance souvent déterminante dans la marche du monde arabe.

L'Egypte et la lutte contre le "terrorisme"

Au service des dynasties arabes et de la stabilité régionale

Aujourd'hui, le pouvoir en place tente de trouver sa raison d'être en faisant de l'Egypte un pôle de stabilité régionale et un partenaire fiable dans la lutte contre la subversion islamiste. Elle tente ainsi de bénéficier de la disposition de l'Occident à se reposer sur des alliés régionaux, pour entreprendre une action concertée contre les épigones de l' « Etat islamique » en Libye et au Sahel, et du besoin de soutien des pays du Golfe face à la menace iranienne, et à la crise yéménite3. Mais ce pari néglige les "spécificités négatives" de la perception de l'Egypte au niveau régional : ce que l'on pourrait appeler la "*soft weakness*" : la relation entre les Egyptiens et leurs voisins manque de sérénité et de confiance, sur un fond de différences culturelles profondes entre les valeurs des sociétés encore tribales et d'une société égyptienne d'atavisme paysan.—Les Yéménites ont un souvenir cuisant de l'expédition militaire venue au secours de la République dans les années 60, les Syriens de leur union avec l'Egypte de 1958 à 1961, les Soudanais de la domination égyptienne du XIXème siècle jusqu'à l'indépendance en 1956, et les pays pétroliers qui ont fait appel à la main d'œuvre égyptienne nourrissent peu de considération à son égard. Des relations qui se déclinent sur le mode du mépris et de la dérision

3 Elle reçoit à cet effet une aide militaire conséquente, par exemple sous la forme d'avions Rafale et de porte-hélicoptères Mistral vendus par la France et payés par l'Arabie Saoudite. Peu importe que ces équipements ne soient pas adaptés à l'usage qui en est prévu. Il s'agit de mesures symboliques visant à conforter une alliance triangulaire où chacun trouve son compte.

réciproques, mais qui pourraient prendre une tournure plus vive : l'Égypte est également un foyer de radicalité politico-religieuse, comme le montre aujourd'hui la figure d'Ayman al-Zawahiri, dirigeant suprême d'Al-Qaïda, et les milliers de combattants égyptiens qui ont rejoint les rangs de « l'Etat islamique », ou qui se sont rangés sous sa bannière dans la péninsule du Sinaï. La politique de répression aveugle menée par le pouvoir égyptien ne peut que faire de ce pays une fabrique de terroristes internationaux.

La renaissance d'un axe Moscou-Le Caire

En revanche, le pouvoir militaire égyptien a rencontré, dans la Russie de Vladimir Poutine, un partenaire qui pourrait se révéler précieux. Pour la Russie, il s'agit de renouer une alliance avec un pays qui peut l'aider à reprendre sa quête d'un accès aux mers chaudes. L'intérêt de cette alliance dans la perspective d'une confrontation avec l'Occident paraît sans doute primordial aux yeux du Kremlin.
D'où l'intérêt exprimé par Vladimir Poutine pour contribuer au financement et à la réalisation du projet de créer sur le canal de Suez un chapelet de zones franches industrielles et commerciales. Le pouvoir égyptien y trouverait des investissements sans conditionnalité en matière de droits de l'homme, et de provenance de ces fonds, à l'image des capitaux des mafias russes déjà nombreux dans l'aménagement balnéaire de la mer Rouge, ainsi qu'un contrepoids au soutien occidental, certes vitale, mais parfois pesant, et aux injonctions de Riyad. L'alliance avec Moscou ne s'arrête pas là, puisque la Russie a supplanté la France, hésitante, dans le soutien aux projets nucléaires civils égyptiens.
Moscou pourrait ainsi disposer prochainement, avec Téhéran d'un côté et Le Caire de l'autre, de deux alliés certes opposés, mais également courtisés sur la scène internationale.

Après la guerre d'octobre, le retour de l'Amérique

Je débarquai au Caire en février 1977, pour y entreprendre une thèse de géographie sur les conséquences du Haut Barrage d'Assouan4. Quelques jours auparavant, le prix de la galette de pain subventionnée avait été doublé. La population était descendue dans la rue, et la police ayant pris fait et cause pour les manifestants, l'émeute avait été matée par l'armée, faisant 80 morts ; l'atmosphère était tendue autour de la gare centrale, épicentre des manifestations. Comme le disait devant moi quelques années plus tard un ancien Premier ministre : « Le peuple égyptien est très

4 Sur le conseil d'Yves Lacoste et dont Jean Dresch avait accepté d'assumer la direction : elle fut soutenue en 1980 à l'université Paris VII sous le titre : *L'agriculture égyptienne dix ans après l'inauguration du Haut Barrage d'Assouan*, 458 pages, 3 vol. ;

facile à gouverner. Il y a une seule chose qu'il ne faut pas faire : augmenter le prix du pain ». Paroles d'expérience, mais qui en disent long sur le mépris et l'altérité radicale des dirigeants égyptiens vis-à-vis de leur peuple : grands bourgeois et propriétaires fonciers hier, hommes d'affaires et officiers supérieurs aujourd'hui, tous partagent le même sentiment de supériorité vis-à-vis d'un peuple infantilisé...
C'est dans ces circonstances que le président Sadate, acculé par la crise économique qui avait suivi la Guerre d'octobre de 1973, allait entreprendre son voyage historique à Jérusalem, quelques mois plus tard. Non pas tant une initiative héroïque et triomphale qu'un voyage à Canossa : il était impératif d'obtenir les subsides vitaux de Washington et de débloquer enfin, grâce au tourisme, au retour des puits de pétrole du Sinaï, et à la réouverture du canal de Suez, une économie exsangue. La réponse israélienne fut d'un réalisme calculé, loin des emballements médiatiques occidentaux : l'Égypte allait payer cher sa survie, et les Palestiniens, encore plus cher, par leur abandon pur et simple à leur sort.

Le Haut barrage d'Assouan, un procès idéologique

La guerre des Six Jours avait été une humiliation pour l'Egypte et pour le monde arabe [Hussein M., 1971], certes, mais celle-ci rejaillissait sur l'URSS, parrain stratégique de l'Egypte et de la Syrie. Cette alliance avait été scellée en 1958 autour du projet du Haut-Barrage : il avait symbolisé la solidarité intéressée de l'URSS avec les peuples du Tiers-Monde, mais aussi le retour de l'Égypte sur le devant de la scène régionale et même mondiale, avec un projet pharaonique qui devait l'arracher au sous-développement.
Le Haut Barrage devait protéger l'Égypte et lui apporter la sécurité alimentaire tout en la protégeant des crues excédentaires ou déficitaires, grâce à la retenue du lac Nasser. Il devait aussi prodiguer à l'Egypte les bases de son développement industriel, grâce à l'électrification des campagnes et à la production d'engrais, d'aluminium, d'acier...
Les premières critiques surgirent lorsque la surabondance d'irrigation provoqua une hausse de la nappe phréatique et donc une salinisation des terres. Le développement de l'irrigation pérenne en Haute-Egypte permit certes d'y développer la culture du coton et de la canne à sucre, mais au détriment des cultures vivrières et de la fertilité des sols. Quant à l'augmentation de la surface cultivée grâce à la bonification des terres désertiques, elle coûta fort cher pour des rendements faibles et ne permit pas de desserrer l'étau démographique du delta et de la vallée du Nil. Par ailleurs, le Haut Barrage retenait le limon fertilisant, ce qui accélérait la vitesse du courant et l'érosion des berges et des îles, accentuait le recul du littoral du delta sous l'effet des courants marins, et réduisait au chômage les pêcheurs du littoral méditerranéen.
L'administration égyptienne n'avait pris aucune mesure pour prévenir ou pallier ces effets et faisait désormais un mauvais procès aux Soviétiques en les rendant responsables de tous ces maux. Le Haut Barrage polarisa l'affrontement entre défenseurs de l'héritage du nassérisme et partisans d'une nouvelle voie, libérale, qui

faisait mine, pour des raisons à la fois idéologiques et écologiques, de se méfier des grands ouvrages présentés comme des solutions magiques aux maux de l'Égypte.
Finalement, ce qui était en cause n'était pas ou peu l'ouvrage lui-même, qui continue près d'un demi-siècle plus tard à remplir ses fonctions, mais l'incapacité de l'Etat - archétype du « despotisme oriental » hérité des Pharaons, par les mamelouks, les pachas et les khédives, à gérer la complexité de l'économie et de la société.
L'État égyptien, qui avait procédé depuis 1952 à des mesures de réforme agraire successives, la dernière remontant à 1969, dans le cadre de l'étatisation de l'ensemble de l'économie, allait devoir admettre ses échecs sous la pression conjuguée de ses nouveaux alliés occidentaux et des couches de la société qui désiraient revenir sur le devant de la scène et mettre à profit les nouveaux espaces d'investissement permises par la paix, mais aussi par le Haut Barrage..
Celui-ci ne serait plus le moteur du développement économique et social, une notion d'ailleurs abandonnée au profit de celle purement quantitative de la croissance du PIB, mais il donnerait quand même des fruits qui ne seraient simplement pas partagés comme prévu initialement.
Même si le barrage avait été achevé et inauguré en 1970, le cœur n'y était plus, le nassérisme et son rêve d'unité de la nation arabe et de développement par une voie arabe du socialisme étaient mis au rencart devant l'ampleur du désastre : le Sinaï occupé, l'évacuation des villes du canal de Suez pour cause de "guerre d'usure", l'armée défaite sans avoir combattu...La mort soudaine de Nasser en 1970- alors qu'il venait de réconcilier le roi Hussein et le leader palestinien Yasser Arafat – allait permettre le rapprochement indispensable avec les Etats-Unis. Son enterrement devant une foule désespérée fut pour l'ensemble du monde arabe, celui d'un rêve.

Menaces géopolitiques sur le Nil égyptien

Le Haut Barrage d'Assouan subsiste néanmoins, et continue de peser, de manière plus ou moins prégnante sur la géopolitique égyptienne. L'Égypte avait toujours considéré ses voisins africains comme quantité négligeable, et comme un *hinterland* « riche de promesses, et destiné à le rester », tant l'Égypte, du Khédive Ismaïl au général Néguib, avait été incapable de faire fructifier son empire colonial qui s'étendait du golfe d'Aden aux Grands Lacs.
Elle se trouve aujourd'hui confrontée à la remise en question de ses droits sur les eaux du Nil par les riverains d'amont, dont l'union met au défi ce qu'elle considère comme des droits historiques et vitaux [Boinet, 2012]. La croissance de la population de l'Éthiopie et du Soudan, leur accès à des moyens techniques et à des ressources accrues les conduisent aujourd'hui à mettre en œuvre des travaux d'aménagement de grande ampleur, qui vont inévitablement réduire les ressources disponibles en Égypte : sept barrages-réservoirs sur le cours du Nil en aval de Khartoum au Soudan, et d'autres en Éthiopie comme le barrage de Tekezē sur la Haute Atbara, et surtout le colossal barrage du Millenium (ou « de la Renaissance ») dans les gorges du Nil Bleu. Après une déclaration commune des pays riverains, signée à Entebbe en mai 2010, déclarant ne plus reconnaître les accords de partage antérieurs, la

situation s'est tendue entre l'Égypte, évoquant un *casus belli*, et l'Éthiopie. Boutros Boutros-Ghali, avec qui nous avions préparé un colloque sur l'aménagement du bassin du Nil en 19855, m'avait appelé fin 2010 à son bureau du PND6, pour évoquer les solutions possibles au différend qui opposait l'Égypte au Soudan ; je me rendis à Addis Abeba en avril 2011 pour rencontrer les membres de la Nile Basin Initiative, organisme de coopération technique chargé de la gestion de projets de développement hydro agricoles transnationaux. Peine perdue, malgré la bonne entente entre ingénieurs et techniciens égyptiens, soudanais et éthiopiens de l'Eastern Nile Technical Regional Office (ENTRO). De retour sur place en avril 2013, je serai réveillé, un beau matin, à Bahar Dar, sur les bords du lac Tana, par une impressionnante manifestation, menée par les corps constitués, prélats coptes en tête, vociférant leur haine de l'Égypte qui osait s'opposer au projet de barrage de la Renaissance financé par les contributions « volontaires » des citoyens éthiopiens…Et l'Égypte, drapée dans sa condescendance outragée, n'a pas fait mine jusqu'ici de réduire sa consommation d'eau, ni ses projets de développement sur les terres désertiques, comme le projet de Toshka7, aberration financière et technique visant à utiliser les eaux du réservoir du lac Nasser pour « verdir » le désert et incarner les années Moubarak, et à faire la fortune de ses proches…

Les années Sadate : de l'ouverture économique à l'insurrection islamiste

Peut-être l'Égypte a t-elle pu, avec Anouar el Sadate, retrouver un minimum de confiance en elle, et la voie d'un réalisme nécessaire. A tout le moins, celui qui paraissait un pâle vice-président réussira t-il, en une décennie, à changer le visage de l'Egypte [Mirel, 1982 ; Abdel-Fadil et Roussillon, 1990]. La défaite de 1967 avait été le fruit de l'illusion et du mensonge. L'Egypte, à travers Nasser et avec lui, s'était trompée elle-même, enivrée de sa grandeur retrouvée. Si la défaite de 1956 à Suez avait pu être transmuée en victoire par Nasser, avec l'intervention des Américains et des Soviétiques, la victoire initiale d'Anouar el Sadate en octobre 73, avec la traversée surprise du canal de Suez, s'était transformée en quelques jours en une défaite encore plus cuisante, la 3ème armée se retrouvant encerclée par l'ennemi à l'est du delta.
Elle allait cependant ouvrir à l'Egypte la voie du salut : après le voyage à Jérusalem, la restitution du Sinaï et de ses puits de pétrole ouvrirent de nouvelles perspectives d'investissement à un secteur privé réhabilité et aux capitaux étrangers, y compris israéliens. Hydrocarbures, tourisme, mais aussi agriculture : la restitution des terres expropriées, et l'allocation de nouvelles terres bonifiées aux anciens grands

5 Il était à l'époque ministre adjoint des Affaires Étrangères, chargé en particulier des dossiers africains.

6 PND : Parti National Démocratique, le parti présidentiel au pouvoir.

7 Projet de mise en valeur agricole d'une vaste dépression désertique, au sud-ouest du lac Nasser, grâce à un canal alimenté par les eaux du lac, ignorant que la retenue était destinée à compenser les années sèches, sur la base d'une moyenne centennale. Ce projet estimé à 100 milliards de dollars semble aujourd'hui en sommeil.

propriétaires, permirent à ceux-ci de se lancer dans de nouvelles spéculations comme l'arboriculture, l'élevage bovin, etc. pour le nouveau marché urbain solvable et l'exportation. Les petits paysans de la vallée et du delta restaient en revanche contraints de cultiver et livrer à l'État des cultures peu rémunératrices et exigeantes en intrants et en travail comme le coton et la canne à sucre.

Lors de mes enquêtes dans le gouvernorat de Minya, en Moyenne Égypte, en 1978-79, auprès des bénéficiaires de la réforme agraire, et du mouvement coopératif, j'assistais à des discussions houleuses qui révélaient des clivages entre paysans de différents niveaux et statuts, mais aussi entre générations. Les pères étaient partagés entre désir de paix et fidélité à leurs rêves de jeunesse, et les jeunes entre désir d'en découdre et désir d'accéder aux promesses consuméristes du Golfe. Et Anouar el-Sadate, adulé par les dirigeants et les média occidentaux pour avoir adopté le style flamboyant d'un major de l'armée des Indes, voyait sa popularité sombrer dans son propre pays : il lâchait la bride aux Frères Musulmans pour détourner leur colère contre la gauche et les nassséristes que je fréquentais à l'université d'Aïn Shams, et contre les Coptes, boucs émissaires de ce tournant pro-occidental et pro-israélien. J'assistai alors aux sanglants incidents de Zaouiet el Hamra, classiques démêlés de voisinage qui tournaient aux débordements criminels de défoulement de la populace contre les voisins ou les commerçants coptes. La tradition de violence rituelle en Haute-Egypte, avec ses cortèges de crimes d'honneur et de vendettas, était elle aussi mise à contribution dans des massacres à tournure confessionnelle, comme tous les Chrétiens depuis l'irruption des Européens au Proche-Orient en 1860, et plus encore depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Après l'assassinat d'Anouar el Sadate le 6 octobre 1981, par les islamistes mêmes qu'il avait favorisés, son enterrement dans l'indifférence générale fit un contraste édifiant avec les funérailles de Nasser, onze ans plus tôt. D'un président à l'autre, l'Égypte n'avait pas changé de régime, mais elle avait changé d'époque.

L' « infitah », une ouverture vectrice d'essor économique mais aussi d'inégalités et de frustrations

Sadate, accompagné d'une épouse engagée dans l'action caritative et la promotion de la femme, avait refusé d'endosser le rôle traditionnel de Père de la nation. Il avait ouvert l'horizon de l'Egypte au-delà de la vallée et du delta, en direction du canal de Suez, rouvert en 1975, et des rivages où alterneraient bientôt équipement touristique et exploitation pétrolière.

Mais cette ouverture n'irait pas sans difficultés : lorsque je visitai la partie du Sinaï évacuée par les Israéliens durant l'été 1981, j'entendis la complainte des Bédouins devant la conduite de leurs nouveaux "maîtres", les "mangeurs de fèves", ces paysans de la vallée sans tribus ni ancêtres, donc sans honneur, qui venaient les pressurer, faisant regretter les largesses que les Israéliens leur avaient prodiguées pendant quinze années d'occupation.

Et la Ligue Arabe allait mettre à l'index l'Égypte durant une dizaine d'années en déplaçant son siège à Tunis, pour protester contre l'établissement de relations diplomatiques et commerciales entre celle-ci et Israël. L'ouverture économique à l'intérieur, le remplacement des anciennes ressources de la terre par de nouvelles comme le tourisme, l'émigration, le pétrole s'ajoutant au canal de Suez, allaient cependant transfigurer l'économie égyptienne. La société fut également bouleversée par cette ouverture au monde, à la fois déstabilisante et attrayante. Jusqu'ici confortée par son isolement dans la conviction de sa supériorité intellectuelle, culturelle et morale sur le monde arabe environnant, elle se trouva confrontée aux touristes et aux investisseurs du Golfe et par l'émigration, directement avec ces sociétés du Golfe elles-mêmes en pleine "modernisation". Et ne put qu'en conclure avec amertume à son retard vis-à-vis du monde extérieur.
Lors d'un entretien avec Mahmoud Abaza, chef d'une ancienne et prestigieuse famille de propriétaires terriens et l'un des dirigeants du parti Wafd, nouvellement autorisé, celui-ci me rappela que le lien millénaire entre les Égyptiens et leur terre nourricière avait été définitivement rompu au cours des décennies écoulées, sous le double effet de la mobilisation des jeunes paysans, sans discontinuer de 1967 à 1973, avec la Guerre des Six Jours, suivie de la Guerre d'usure sur le canal de Suez, puis de la Guerre d'octobre. La démobilisation de ces jeunes qui avaient perdu l'habitude des travaux des champs les avait libérés comme main d'œuvre des chantiers du Golfe et de Libye, impulsés par le quadruplement du prix du pétrole : ils ne reviendraient jamais au village.

La Haute Egypte en proie à l'insurrection des « *gama'at islamiya »8*

Cependant, les idées nouvelles rapportées du Golfe n'étaient pas toutes porteuses d'adhésion au nouvel ordre de soumission à un modèle occidental : la vallée du Nil, sacrifiée par l'abandon des efforts de développement régional entrepris sous Nasser9, entra en dissidence, sur le mode du fondamentalisme religieux et de la criminalité organisée. Les années 80 et 90 furent dominées par les exactions des "*gama'at islamiya*" [Kepel, 1984 ; Khouri, 1990], et leur répression brutale qui frappa

8 « Gama'at islamiya » : « groupes islamiques/islamistes », mouvement fondé en 1970, dans les universités égyptiennes, après l'élargissement par Anouar el-Sadate des militants islamistes emprisonnés. Après avoir lutté contre la gauche, ils se sont implantés en Haute-Égypte, où ils ont pris pour cibles privilégiées les Coptes et les touristes étrangers. Après assassiné Anouar el Sadate pour le châtier d'avoir signé la paix avec Israël, ils ont été interdits, mais ont continué à semer la terreur, recevant à partir de 1989 le soutien du régime militaro-islamiste de Khartoum. Libérés lors de la Révolution de janvier 2011, ils ont choisi la voie légale et ont fait élire une dizaine des leurs au Parlement lors des élections de décembre 2011- janvier 2012.

9 Le Haut-Barrage d'Assouan lui-même avait permis le passage de la région à l'irrigation pérenne, l'industrialisation d'Assouan avec une usine d'engrais azotés, celle de Nag Hammadi avec une usine d'aluminium, le tout grâce à l'électricité fournie par le barrage. Mais dans la nouvelle économie extravertie, la région était handicapée par sa configuration et son isolement des courants d'échanges internationaux.

toute la population de la vallée du Nil au sud du Caire, les exactions des forces de l'ordre ne le cédant en rien à celles des *gama'at*, ciblant principalement les Coptes et les touristes. En 1995 Hosni Moubarak en déplacement à Addis Abeba avait failli être victime d'un attentat fomenté par les services secrets soudanais, à l'instigation de Hassan el Tourabi, le mentor de la révolution militaro-islamique soudanaise au pouvoir depuis juin 1989. L'ambassadeur égyptien à Khartoum m'avait alors expliqué que certes, il y avait 25 pistes de passage empruntées dans le désert entre le Soudan et la Haute-Egypte, par les *gama'at islamiya*, mais que l'Egypte devait "faire avec" ses voisins et ex-sujets soudanais (qui abritaient ouvertement Oussama ben Laden et Al-Qaïda depuis 1992) sans dramatiser la situation !

L'attentat de Louqsor en novembre 1997, allait coûter la vie à dix huit touristes suisses, égorgés dans la vallée des Rois, par des jeunes dont l'aîné n'avait pas vingt ans. Ala-ed Din Hilal al Dessouki, pilier libéral du PND présidentiel, alors doyen de la Faculté d'économie de l'université du Caire, et futur ministre des Finances de Gamal Moubarak, me reçut le lendemain dans son bureau. Il était choqué et furieux : "*Les dirigeants qui pourraient les encadrer sont tous en prison, torturés, humiliés ; leurs mères sont violées devant eux par les forces de sécurité qui perquisitionnent les villages... Notre répression dans la vallée est un vrai désastre !"* Et il poursuivait : " *Nous avons arrêté 10.000 jeunes des quartiers "informels" (ashwaiya). Je suis allé en interroger en prison sur leurs motivations : le profil est toujours le même ; entre 20 et 30 ans, diplômés, sans emploi, donc sans possibilité de se marier, de quitter la maison des parents, ils sont prêts à tout. Vient quelqu'un qui leur propose un petit job, une chambre et une compagne, le tout sans poser de condition, sinon qu'au bout de quelques mois, la personne peut revenir en tenant une arme ou une bombe, et en désignant une personne à abattre, tel jour à tel endroit, à la terrasse d'un café, dans la rue. Une chance sur deux de s'en sortir. Si le jeune refuse, pas de problème, mais les avantages accordés lui seront retirés.»*

Et il concluait qu'il y avait en Égypte non pas des dizaines de milliers, mais des millions de jeunes dans cette situation. Et que le gouvernement avait oublié deux choses : qu'il y avait une Égypte hors du Caire, et que la moitié de la population du pays avait moins de vingt ans...

L'Egypte de Moubarak : conservatisme social et répression politique pour une prospérité en trompe l'œil

Si les ressources augmentaient progressivement, et si les subventions de l'Etat et les envois des émigrés permettaient à la masse de la population de survivre, l'exode rural gonflait la ceinture de misère qui s'étendait autour du Caire et des grandes villes. Celui-ci était provoqué certes par l'attrait de la ville, vitrine d'un monde nouveau, de consommation et d'affranchissement individuel, et source de nouvelles opportunités d'emploi informel, mais aussi par la concentration des terres aux mains d'une classe de paysans moyens, produisant pour le marché urbain. Poussé par le FMI qui imposait dans toute la région ses plans d'ajustement structurel [Youssef, 2012], le pouvoir abrogeait en 1995 la réforme agraire, spoliant des millions de

paysans bénéficiaires au profit de propriétaires absentéistes pourtant reconvertis depuis longtemps dans d'autres activités.

La voie égyptienne d'insertion dans la mondialisation

L'Égypte poursuivait donc impavide son insertion au marché mondial, privilégiant les axes et les sites branchés sur le système-monde : le canal de Suez, les rivages de la Méditerranée et de la mer Rouge, tandis qu'une ceinture de cités résidentielles de luxe s'élevait tout autour du Caire. Ces nouveaux sites attiraient les promoteurs immobiliers de haut standing, les investisseurs étrangers dans des industries de pointe et les universités privées.
L'idée maîtresse de ce « réaménagement » du territoire était de créer une "locomotive" qui tirerait ensuite les "wagons", au lieu de s'épuiser à tenter de panser les plaies de la vallée et du delta, en proie à la misère et au chômage, abandonnés au chaos urbain et à la pollution. Il s'agissait de rendre le pays attractif pour les investissements étrangers qui cherchaient à capter une partie de cette rente.
Abandonnant toute politique de développement, se reposant sur une croissance enviable, le pouvoir laissait les secteurs sociaux aux mains des Frères Musulmans en échange de leur retrait de la scène politique. Dans le domaine de l'éducation, ce retrait de l'Etat revêtait deux aspects opposés mais complémentaires : d'une part, la multiplication d'écoles et d'universités privées, de préférence étrangères, pour les enfants d'une nouvelle bourgeoisie soucieuse d'ouverture, et de l'autre, l'endoctrinement par le système scolaire public en déréliction d'une masse d'enfants, abrutis par des slogans religieux cultivant la haine et la rancœur des oubliés de la croissance. Certes, le pouvoir allouait toujours les deux tiers de son budget à la subvention des produits de première nécessité et maintenait le blocage des loyers, ainsi que l'embauche promise aux diplômés de l'université, mais ne cherchait en rien à résoudre la crise sociale. Sous ce "manteau de béton de Tchernobyl", le feu continuait à couver.

De la crise sociale à l'affrontement politique

Entre répression du mouvement social et criminalisation de la pauvreté, le régime reposait de plus en plus sur son redoutable appareil répressif. La tension sociale donna naissance en 2004 au mouvement "Kefaya" ("ça suffit !"), collège d'intellectuels et d'artistes de renom exigeant que le président laissât enfin la place. Mais celui-ci retranché dans sa résidence de Charm el Cheikh, à la pointe sud de la péninsule du Sinaï, dont il avait fait la capitale diplomatique de l'Égypte, semblait de plus en plus envisager une succession dynastique, le moment venu, en faveur de son fils Gamal.
Mais, si Moubarak était le porte-drapeau de l'armée, qui s'arrogeait environ le quart de la richesse nationale, son fils était celui de la nouvelle génération d'hommes d'affaires intéressés par les profits rapides de la téléphonie cellulaire et autres projets

high tech sur le modèle des économies émergentes d'Extrême-Orient. Il y avait donc un conflit de génération, mais aussi d'intérêt et de rapport à l'Etat entre Moubarak et son fils.
En mars 2007, 30 ans après les émeutes de la faim qui avaient précédé mon arrivée sur le sol égyptien, une "grève des boulangers" révéla dramatiquement la permanence des problèmes structurels de l'économie et de la société égyptiennes, pourtant dans un contexte de croissance à deux chiffres. C'était encore une fois, la hausse du prix de la farine qui avait motivé cette grève et la désorganisation des circuits de distribution avait amené l'armée à mettre ses propres boulangeries à contribution pour résorber la crise...

Une transition dynastique contrariée

Nommé au Caire en mai 2008, je débarquai dans une atmosphère d'effervescence Les insultes qui visaient le président n'étaient plus les traditionnelles *noqat*, blagues ironiques mais finalement compréhensives, qui au début de son règne, 30 ans auparavant, faisaient le tour du Caire et le caricaturaient en " vache qui rit". Elles pointaient la corruption, l'indifférence du pouvoir, son incapacité à régler les problèmes urbains, qu'il s'agît de la circulation, de la pollution et tous les problèmes de la vie quotidienne dans lesquels les Égyptiens se débattaient. Et elles manifestaient une liberté de ton et un défi nouveaux du pouvoir.
Hosni Moubarak était un dictateur brutal et cynique, indifférent au sort de la population. Mais il considérant l'armée comme le défenseur de l'Etat et de sa structure verticale. La ponction exercée par l'armée sur les ressources lui paraissait à ce titre légitime, mais il continuait à vivre sans ostentation, comme un parvenu issu du terroir prospère de la Menoufiya : le luxe revêtait chez lui l'aspect du clinquant bon marché.
Son fils Gamal rencontré lors d'un petit-déjeuner organisé dans un hôtel chic des Champs-Elysées, était d'une autre époque et d'un autre monde : celui de la jeunesse dorée, cosmopolite, inculte mais acquise à l'argent-roi et à une modernité technologique hors-sol [Piquemal, 2012]. L'idée de nation, de peuple, de destin lui était étrangère, et il ne parlait que modernisation, ouverture, investissements étrangers, sur le modèle, croyait-il, des tigres et des dragons asiatiques [Arafat, 2012].
Profitant de la croissance de l'économie, le pouvoir essayait alors de privatiser les usines textiles du delta, où les ouvriers jouissaient encore des avantages de l'Etat-providence nassérien. Mais il se heurtait à une forte résistance [Duboc, 2010]. Ce qui n'empêchait pas les entrepreneurs indiens de s'installer en Egypte, comme la société Indirama à Chibin el Kôm, qui apportait ses propres ouvriers pour faire tourner l'usine textile qu'elle avait rachetée ; ni les paysannes chinoises d'envahir les trottoirs du centre du Caire pour vendre des téléphones portables étalés dans leurs grands chapeaux de paille.

La montée vers Tahrir

La révolution de Tahrir n'est donc pas arrivée par une simple imitation d'un "modèle" tunisien [Lavergne, 2012 ; El-Shazli et Hassabo-, 2013]. Le pouvoir avait depuis longtemps perdu sa légitimité même s'il conservait ses réseaux clientélistes [Haenni, 2005] et sa capacité d'intimidation. Mais celle-ci était entamée, à la fois sous l'effet des pressions extérieures - le discours prononcé à l'université du Caire en juin 2009 par Barack Obama appelant à la démocratie et à la réconciliation avec l'islam, après le 11 septembre, avait été ostensiblement boudé par le Président, mais avait suscité une vague d'enthousiasme dans la jeunesse estudiantine, c'est-à-dire chez les enfants des nantis. Elle avait également donné un signal d'alerte aux autres dirigeants occidentaux, même si dans le même temps, la France s'efforçait par un partenariat privilégié avec l'Égypte, d'ébaucher une Union pour la Méditerranée tout aussi illusoire que le grand projet américain MENA fondé sur une impossible réconciliation israélo-arabe par le commerce et la finance.

Après le lancement en fanfare de l'Union pour la Méditerranée, le 13 juillet 200810, la croissance égyptienne, qui, avec ses deux chiffres, avait poussé la France à la faire promouvoir au sein du G 20, avait subi brutalement le contrecoup de la crise des *subprimes* : par la raréfaction des touristes, des revenus du canal de Suez, des envois des émigrés, voire de leur retour, et de l'arrêt des investissements, en particulier immobiliers de luxe, des investisseurs du Golfe.
Les mouvements sociaux, sous forme de grèves de sit-in, de manifestations au Caire et en province ne discontinuaient pas, dans tous les secteurs, des médecins aux collecteurs d'impôts, en passant par les ouvriers du textile de Mehallat el Koubra, où 10 000 ouvriers occupaient leur usine menacée de démantèlement et de licenciements massifs.

Or la répression se faisait étonnamment mesurée, laissant même les manifestants occuper la rue devant les bureaux des ministères, voire du Premier ministre, et s'installer en piquets de grève bloquant la circulation des jours durant. Par ailleurs, la presse, qui s'enrichissait de quotidiens comme Al-Chorouq ou Masri el Youm, fondés par des hommes d'affaires libéraux, avait gagné une liberté inconnue jusqu'alors, et s'ouvrait à un débat général sur les problèmes de l'heure et sur l'incurie, voire la corruption des autorités. Seuls deux tabous subsistaient : le Président et l'armée, cette libéralisation étant étroitement encadrée depuis Washington.

10 Invité à participer aux réunions préparatoires de Barcelone un mois plus tôt, j'avais pu constater avec effarement que l'approche strictement commerciale des grands groupes du CAC 40 présents était en discordance avec celle, idéaliste et paternaliste à la fois des promoteurs du projet, à laquelle répondait la froideur polie des représentants arabes, pourtant sélectionnés parmi les amis et les débiteurs de la France.

Le soulèvement du 25 janvier 2011, un défi inattendu pour les Frères Musulmans

A l'issue d'une première semaine enfiévrée, la « révolution » de la place Tahrir fut sauvée de la répression par le secours des jeunes Frères Musulmans, qui ont forcé la main à leur appareil pour ne pas laisser passer cette occasion historique. Les dirigeants de la Confrérie ne s'y sont résolus qu'à leur corps défendant, car cette révolution n'était pas de leur initiative, et n'adhérait pas à leurs crédos, puisqu'elle revêtait au contraire un caractère libertaire. [El Anani K., 2012]. A vrai dire, le clivage apparaissait nettement entre les caciques de ce contre-système, qui, en dépit de la répression, vivait en symbiose avec le régime, en prenant en charge la couverture des besoins primaires de la société, écartant le risque de soulèvements sociaux en l'attente d'un Grand soir sans cesse repoussé. Les Frères Musulmans étaient dans la situation du Parti Communiste en France en mai 68...Ce qui contribuait à pousser un nombre grandissant de jeunes vers les "gauchistes", c'est-à-dire la mouvance salafiste, soit piétiste, soit révolutionnaire.

Clivages générationnels et sociaux au sein des Frères (et des Sœurs ?) Musulman(e)s

Le désaveu dont la Confrérie était l'objet provenait également de son silence face aux mouvements sociaux et en particulier aux grèves ouvrières. Il traduisait en réalité un clivage croissant au sein de l'organisation entre des dirigeants certes auréolés par des années de prison, mais partisans d'un libéralisme économique sous couvert du non interventionnisme de l'Etat et de dispositions fondamentales de la religion en faveur de la libre-entreprise. Ces dirigeants étaient par ailleurs souvent des hommes d'affaires, enrichis par leurs réseaux dans le Golfe et par leurs activités commerciales et industrielles en Égypte, qui les mettaient en contact avec les autorités. D'un autre coté, la masse des Frères étaient des jeunes de la classe ouvrière ou de la petite bourgeoisie, souvent éduqués mais sans emploi, frustrés et adeptes d'une intervention de l'Etat pour plus de justice sociale, et donc acquis à l'idée de changement. Le clivage était même plus profond, puisqu'était posé, au sein même du mouvement, la question essentielle des rapports entre hommes et femmes : les Sœurs musulmanes qui intervenaient dans les débats organisés au CEDEJ, avant même la révolution, en présence de dirigeants en rupture de ban comme Abdelmoneim Aboulfoutouh, exprimaient fortement leur volonté d'être considérées comme des militantes à part entière, vouées à une vie professionnelle active, et non plus seulement comme des épouses et des mères.

Les Frères au pouvoir : un rôle endossé à contrecœur

L'armée était elle, en revanche, en faveur d'une révolution qui lui permettrait de préserver ses acquis, menacés par la perspective de voir Gamal et ses jeunes loups accéder au pouvoir. Un voyage éclair du chef d'état-major adjoint suffit à obtenir le

feu vert de Washington pour une non-intervention de l'armée. Le président n'eut plus qu'à céder la place à son ministre de la Défense, le maréchal Tantawi, chargé de la reprise en main du pays. Les élections portèrent dès lors les Frères Musulmans au pouvoir, une popularité confirmée par l'adoption de la Constitution et par l'élection de Mohamed Morsi à la présidence. Leur représentativité était donc confirmée, mais ce n'est qu'à leur corps défendant, et de façon totalement impréparée, qu'ils assumèrent la responsabilité des affaires de l'Etat. La révolution intervenait pour eux au pire moment : les élections, accordant un quart des suffrages aux partis salafistes, manifestèrent l'hémorragie de leurs rangs, en particulier dans la jeunesse, tandis que le débat en leur sein entre responsables conservateurs et nantis et une base déshéritée et progressiste n'était pas tranché ni même abordé. Sur le plan extérieur, le soutien de l'Occident était surtout verbal, mais ne se traduisit pas par un engagement déterminé en faveur de la démocratie, qui eût exigé une pédagogie ferme mais compréhensive. La querelle entre le Qatar et l'Arabie Saoudite se traduisit par un soutien encombrant, voire compromettant, du premier et une opposition radicale et puissante de l'Arabie Saoudite, mue par la peur de la contagion. Elle affaiblit la position des Frères, tant sur le plan financier que diplomatique, et même sur le plan politique interne, puisque l'Arabie Saoudite apporta une aide financière substantielle à ses nouveaux alliés salafistes [Lavergne, 2012].

L'appareil des Frères adopta donc une conduite suicidaire : mise en avant de dirigeants de second ordre, dépourvus de charisme et d'expérience, qui faute de pouvoir ou de vouloir s'attaquer aux racines du mal être de la population, utilisèrent le dérivatif commode des boucs émissaires : les femmes et les Coptes, en prétendant rétablir un ordre moral comme condition du pardon divin. Ils unirent contre eux à la fois l'Arabie Saoudite, soutenant sur place les salafistes, les partisans de l'ancien régime et/ou les Coptes et les progressistes laïques, soutenus ceux-là par leurs amis occidentaux et l'armée qui put ainsi reprendre le pouvoir détenu sans discontinuité depuis 1952.

A la suite du coup d'État militaire du 3 juillet 2013, fomenté au prétexte de la menace des Frères contre la démocratie, et précédé de manifestations monstres des « déçus du frérisme », de progressistes laïques et de Coptes, et soutenu en sous-main par les partisans de l'Ancien régime, celle-ci put réprimer sous couvert de restauration de l'ordre public à la fois les Frères Musulmans, dont le massacre permit de mater toute velléité d'expression, et les révolutionnaires de Tahrir. L'idée étant de revenir à la situation antérieure, sans que subsistât le moindre souvenir de cette fenêtre de liberté qui avait imprudemment été entrouverte par la négligence de Hosni Moubarak. Les forces progressistes, tant religieuses que laïques, qui s'étaient révélées à l'occasion de cette parenthèse, sont prises entre soulagement et frustration et paraissent aujourd'hui tétanisées, en Égypte comme ailleurs dans le monde arabe [Lavergne, 2012].

Les inégalités sociales croissantes, premier facteur d'instabilité

Les problèmes structurels de l'Égypte ne sont en rien résolus par cette reprise en main par l'armée : celle-ci n'a en effet ni la légitimité, ni les compétences pour résoudre les problèmes hérités ou pour dégager les voies d'un développement durable pour le pays.
La population de l'Égypte est passée de 37 millions en 1976 à près de 90 millions aujourd'hui11. Certes, la transition démographique est bien engagée, avec l'urbanisation qui fait que la moitié des Égyptiens résident aujourd'hui en ville, et que les campagnes vivent elles-mêmes, au moins dans le delta, à l'heure de la ville, voire à l'heure du Golfe d'où elles reçoivent les remises des émigrés. A vrai dire, les campagnes sont aujourd'hui nourries par la ville, et non plus l'inverse... mais la surface habitée de l'Égypte ne s'est pas sensiblement élargie, couvrant environ 40 000 km2 au lieu de 36 000, sur un million de superficie totale.
La pression sur les ressources non renouvelables et sur les biens publics a atteint le seuil de l'insoutenable, du fait de la consommation massive de biens dévoreurs d'espaces et d'énergie, tels que l'automobile, encouragée par le gouvernement sous la pression des constructeurs étrangers et des importateurs, et dont le financement est alimenté par la rente, au détriment des transports en commun. Mais aussi l'immobilier, en réponse d'une part à la demande des investisseurs et de la nouvelle classe aisée, sous forme de *gated communities* qui permettent de jouir d'un mode de vie luxueux, loin des regards de la foule, et de l'autre à celle des émigrés, dont l'immobilier demeure le placement favori, comme dans tous les pays arabes [Florin, 2015]. Mais ces placements sont dépourvus d'utilité sociale puisque le marché locatif est bloqué : à une demande solvable mais insatisfaite estimée à 500 000 logements par an correspond une construction du même ordre de grandeur, mais qui n'est qu'une épargne stérile et non pas une offre [Barthel, 2012].
Faute d'investissements dans les infrastructures et les services publics, en matière de transport, d'espaces verts, de terrains de sport, d'assainissement, de gestion des déchets, faute aussi de civisme, de sens de l'intérêt collectif et d'une projection dans l'avenir, l'environnement dans lequel vivent les Égyptiens est l'un des plus pollués de la planète : le Nil sert d'égout à tout un peuple, mais encore, aussi, d'eau "potable", faute d'adduction dans nombre de villages et de quartiers des villes. L'air est de son côté rendu irrespirable par la circulation automobile.

11 Les recensements décennaux, qui servent de base aux calculs des économistes internationaux et fournissent la matière première des études en sciences humaines et sociales, s'éloignent de plus en plus de la réalité, les campagnes de recensement ignorant les quartiers informels sous-intégrés, qui vivent aujourd'hui sans aucune présence de l'Etat, sans écoles, sans police voire même sans mosquées, où les naissances ne sont pas enregistrées et où les habitants ne possèdent pas de cartes d'identité. Voir le cycle des films d'Emmanuelle Demoris, sur la vie quotidienne des habitants du quartier de Mafrouza, à Alexandrie <http://www.unifrance.org/film/32807/mafrouza>.

Grâce à la mécanisation des cultures et à l'exode rural, la bilharziose n'est certes plus le fléau de naguère. Mais l'Égypte n'est pas à l'abri d'épidémies redoutables, comme les grippes aviaire ou porcine, contre lesquelles les services sanitaires sont à peu près impuissants. On en vient même à se demander si les autorités ne souhaitent pas secrètement que ces épidémies règlent la question du "paupérisme" par l'élimination des pauvres, ceux-ci étant devenus une charge inutile qui grève le budget de l'Etat et une menace pour la stabilité du pays…

L'institution militaire, un danger pour le pays ?

L'armée est dirigée par une caste d'officiers supérieurs formés dans des collèges militaires privilégiés, et qui vivent à l'écart de la société, choyés par l'accès à des biens convoités, qu'il s'agisse de logements, de voitures, de clubs de vacances, de voyages à l'étranger et d'exemptions de toutes sortes, ainsi que d'accès à des magasins réservés. Ces privilèges hérités de la période de l'état de guerre et des pénuries, au fonctionnement opaque sont aujourd'hui mal acceptés par le reste de la société.
La troupe est au contraire composée de conscrits, pour la plupart issus des couches les plus pauvres de la société : la durée du service militaire est inversement proportionnelle au niveau d'éducation, et ce service s'effectue dans des conditions très rudes pour les pauvres bougres réduits au servage par leurs officiers, ou abandonnés dans des postes oubliés au fond des déserts. Rien qui garantisse une efficacité défensive ou a fortiori offensive en cas d'agression ou d'intervention mercenaire en contrepartie des aides financières des pays du Golfe ou des protecteurs américains. Ceux-ci versent une aide militaire de 1, 3 milliard de dollars par an ; mais outre que cette aide peut être considérée comme une subvention du contribuable américain à son industrie d'armement, elle est d'abord destinée à s'assurer la fidélité de l'état-major et des signataires des contrats d'achat. Elle permet toutefois à l'Égypte d'être équipée d'une aviation au meilleur niveau, Hosni Moubarak et après lui Abdelfattah el Sissi étant l'un et l'autre des aviateurs.

Un acteur économique prédateur et incompétent

L'armée est par ailleurs un acteur économique de premier plan ; elle s'arrogerait entre 20 et 30 % de la richesse du pays, dans la plus grande opacité. Elle gère en effet des industries de toute sorte, sous le prétexte initial d'assurer ses besoins propres pour mieux servir la nation. Aujourd'hui, le ministère de la Production militaire est présent dans la production agricole, dans l'industrie et dans des services bien éloignés des besoins militaires, comme le transport aérien ou l'hôtellerie touristique et les grands programmes immobiliers. Il est souvent en compétition inégale avec les entreprises privées, dans la mesure où il est dispensé de taxes douanières comme d'impôts. Pourtant, sa gestion est loin d'être efficace : elle est directement inspirée du modèle soviétique, et les officiers qui les dirigent ne

cherchent qu'à en tirer un profit personnel et immédiat, au détriment de l'investissement, de la créativité et de la réponse aux besoins sociaux.

Une armée déconnectée du corps social

L'armée prétend diriger la société et son retour aux affaires est pour elle dans l'ordre des choses depuis 1952. Mais elle est incapable de gérer une société devenue non seulement plus nombreuse, mais plus complexe : le mode de fonctionnement caporaliste des années 50 est inopérant face à une société devenue urbaine et individualiste, avec la diversification des intérêts, leur fluidité et leur sensibilité aux influences extérieures.
Ainsi, depuis sa prise de pouvoir, elle n'a pas cherché à apaiser son conflit avec les Frères Musulmans (auxquels nulle divergence sociétale ou idéologique ne l'oppose), mais au contraire à dramatiser la situation pour noyer leur opposition dans le sang. Forte du soutien de l'Occident et des monarchies pétrolières du Golfe, ainsi que du désir de sécurité de la population, elle ne cherche en rien à rassembler et à mobiliser les Égyptiens dans un projet fédérateur.
Si l'ordre est revenu dans les grandes villes, avec le retour de la police et de ses pratiques brutales et corrompues, il n'en est pas de même du reste du pays : l'armée est en effet incapable de contrôler les frontières qui offrent un passage à tous les trafics d'êtres humains, de stupéfiants, d'armes et aussi d'éléments de déstabilisation terroriste. A l'image du Sinaï, les abords du Soudan et de la Libye et les rivages de la mer Rouge sont le territoire de tribus dont l'allégeance au pouvoir central est aléatoire, qu'il s'agisse des Aoulad Ali à cheval sur l'Égypte et la Libye, ou des Bicharin et des Ababda qui nomadisent entre Égypte et Soudan, et même des Houweitat installés de part et d'autre du canal de Suez, et jusqu'en Jordanie et en Arabie Saoudite12.

Nuages sur Le Caire

En 2040, l'Egypte devrait compter entre 130 et 140 millions d'habitants, avant de se stabiliser sous l'effet du vieillissement de sa population. Or sous l'effet de l'érosion par les courants marins et de la montée des eaux, le delta, où la densité de population atteint 1000 habitants/km2 en moyenne, devrait perdre au moins le tiers de sa superficie13. Le Caire, avec ses 20 millions d'habitants aujourd'hui, est déjà, comme toutes les grandes villes, saturé de pollution atmosphérique, d'entassement

12 Et même la Haute-Égypte, hantée par le souvenir de l'insurrection islamiste des années 80 et 90, échappe largement au contrôle de l'État, hormis les îlots touristiques soumis à un strict contrôle militaire.

13 Comme le montrent les travaux du Centre européen de recherche et d'enseignement des géosciences de l'environnement, Unité CNRS/Aix-Marseille Université/IRD (« Le delta du Nil sous haute pression »*, Le journal du CNRS*, septembre-octobre 2013, n°274, page 13).

de déchets et engorgé par la circulation. Qu'en sera t-il demain ? Cette perspective dantesque est tout simplement inimaginable et n'est de ce fait jamais évoquée, les aménageurs et urbanistes égyptiens préférant se réfugier dans des projets mirifiques de « Dubaï de la Méditerranée », comme à Alexandrie, ou dans l'édification de villes nouvelles loin dans le désert ou sur des plages de rêve [Lavergne, 2015].

Les voies de l' avenir : une exigence de lucidité et de réalisme

Certes, voici quarante ans, les maux de l'Égypte existaient déjà et les esprits anxieux s'inquiétaient. Les Égyptiens ont coutume de répondre qu'ils sont la nation - et la civilisation - la plus vieille du monde et qu'ils trouveront des solutions. Mais nous sommes là dans des limites de l'œcoumène humain, et en même temps en face d'une indifférence et d'une incompétence majeures des élites politiques du pays. Les mesures de redressement prises régulièrement en faisant appel à des pays voisins ou concernés ne permettent que de maintenir la population au niveau de la survie, sans esquisser de solutions audacieuses et réalistes à la fois. Dans un monde à la fois très interdépendant, mais où les problèmes de développement durable n'épargnent personne, il est douteux que les Égyptiens arrivent à maintenir éternellement une politique d'opportunisme politique et économique surfant sur les conjonctures. Et le plus inquiétant n'est pas tant la raréfaction des ressources renouvelables ou non, que l'enfermement de la grande majorité des générations à venir dans l'ignorance : l'Égypte est l'un des rares pays au monde où l'illettrisme grandit non seulement en valeur absolue, mais aussi en valeur relative. La carence en enseignants est telle, en qualité comme en quantité, que l'on voit mal comment cette tendance pourrait être corrigée. C'est là encore une des raisons sinon de pousser d'inutiles cris d'alarme, mais au moins d'appeler à la prudence, et à des analyses géopolitiques intégrant des facteurs encore trop négligés.

Former les hommes, faire société

Ce dont l'Égypte aurait besoin, ce n'est donc pas tant d'une injection régulière de financements extérieurs, que d'une réflexion de fond sur les réformes radicales à introduire non seulement dans le partage des ressources, mais dans la gestion des biens publics comme l'environnement et l'espace. Il y faudrait, à l'encontre d'une dictature militaire qui a prouvé son impéritie et sa nocivité, une plus grande participation citoyenne à la gestion du collectif. Ce n'est pas le moindre sujet d'étonnement de constater que l'Égypte, État hypercentralisé, et nation unie par l'histoire et la culture, est nettement sous-administrée, en dépit d'un pouvoir central hypertrophié. L'État ne dispose pas de structures locales, en l'absence de municipalités élues qui permettraient de faire remonter les attentes des citoyens, ni même de relais descendants entre l'administration centrale et les échelons régionaux et locaux, les gouvernorats n'ayant pour fonction initiale que le maintien de l'ordre public [Lavergne, 2013].

Cette carence a pour effet de laisser libre cours à l'arbitraire, à l'incompétence et aux gaspillages dans la conception et la réalisation des projets. Et elle rejaillit négativement sur l'ensemble de la société, qui paraît incapable de remédier au chaos urbain et à la corruption, au chômage de masse et à la dégradation de l'environnement.
De ce fait, elle affaiblit l'image et la crédibilité de l'Égypte sur la scène internationale, qu'il s'agisse des institutions internationales ou des bailleurs de fonds du Golfe.
L'Égypte se trouve donc face à une alternative :

- soit un scénario catastrophe avec une descente aux enfers sur fond de terrorisme revêtu d'un manteau islamique. Les Égyptiens, par leurs racines paysannes, sont gens pacifiques, en quête de paix et de sécurité. Mais les enfants perdus qui ne peuvent trouver place sur les barques en direction de l'Europe sont une proie facile pour toutes les aventures, et ils sont déjà nombreux à avoir rejoint les rangs de l' « Etat islamique », à l'étranger ou au Sinaï ;
- soit une sous-intégration régionale, à travers les investissements immobiliers, le tourisme balnéaire ou sexuel en provenance du Golfe, l'émigration vers la péninsule arabique ou l'Europe et le soutien militaire aux pays du Golfe eux-mêmes menacés d'implosion sociale ou de subversion islamiste.

Finalement, ce qui manque à l'Égypte, c'est une structure sociale qui eût maintenu la classe moyenne attachée à l'État qui s'était formée depuis la seconde moitié du XIXè siècle, et qui avait été renforcée sous Nasser. Mais l'individualisme consumériste qui s'est imposé depuis une quarantaine d'années avec la bénédiction de l'Occident en a eu raison. Et cette classe disparue ne fournit plus les personnalités, les idées, les projets qui ont fait de l'Égypte, durant un siècle, le pôle de modernité de l'Orient arabe.
La révolution de Tahrir a pourtant libéré de nombreuses énergies, révélé de nombreux talents, dans les media, dans la rue, dans la créativité culturelle et artistique, elle a manifesté l'affirmation de la jeunesse et des femmes, et cet aspect a sans doute plus effrayé les partisans de l'ordre ancien, islamistes ou militaires, que ne l'ont fait les jets de pierre des manifestants. Cette effervescence a certes été canalisée dans des processus électoraux stérilisants, puis masquée par la répression sanglante des partisans des Frères Musulmans par l'armée et enfin étouffée par la mise au pas des aspirations progressistes laïques.
Mais même si les jeunes venus de tout l'Orient arabe qui refaisaient le monde en buvant des bières Stella au café Al-Horreya à Bab el Louq, dans la fumée des cigarettes, ont disparu, leurs idées demeurent et resurgiront sans doute au grand jour, face à l'échec annoncé des replâtrages en cours. En attendant, d'autres témoins, cinéastes, romanciers, musiciens, poètes, comédiens, essayistes, journalistes, et maintenant blogueurs et tweeters, continuent de porter la mémoire et l'espoir d'un grand peuple, comme leurs devanciers l'ont toujours fait alors que la classe politique faisait défaut pour explorer les voies de l'avenir.

Bibliographie :

ARAFAT A-D. (2012), « The Future of Succession Scenario in Egypt », in *Chroniques égyptiennes 2009-2010*, Le Caire, CEDEJ, p.251-280 ;

El-SHAZLI Y. et HASSABO C. (2013), «Socio-histoire d'un processus révolutionnaire », in ALLAL A.et PIERRET T. (dir), Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires, Paris, Armand Colin.

BARTHEL P-A (2012),Le Caire, une révolution urbaine en marche ? Lectures d'un observateur urbaniste, in *Egypte, l'an 2 de la révolution. Une société en quête d'avenir,* L'Harmattan, Bibliothèque de l'Iremmo, 2012, pp. 43-55.

BERQUE J. (1967), *Egypte, impérialisme et révolution*, Paris, Gallimard , 752 p.

BOINET E. (2012), *Hydropolitique du Nil. Du conflit à la coopération ?*, L'harmattan, 222 pp.

BOZARSLAN H. (2015), *Révolution et état de violence. Moyen-Orient 2011-2015*, CNRS éditions, Paris, 299 p.

DUBOC M. (2011), *« Contester sans organisations : stratégies de mobilisation, question sociale et espace de visibilité dans les grèves de l'industrie textile égyptienne (2004-2010)* », thèse de l'EHESS

EL-ANANI K. (2012), Les Frères Musulmans : rigidité organisationnelle, oppression gouvernementale et un avenir inconnu, *Chroniques égyptiennes 2009-2010*, Le Caire, CEDEJ, pp. 219-234 ;

EL-MAHDI R. et MARFLEET P. dir. (2009), *Egypt : Moment of Change*, Londres, Zed Books.

FLORIN B. (2015), « Du public au privé, de la ségrégation à la fragmentation. Quarante ans de villes nouvelles au Caire, in *Acteurs et pouvoirs dans les villes du Maghreb et du Moyen-Orient*, Paris, Karthala, 2015, pages 147-168.

HAENNI P. (2005), *L'ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Karthala ;

HUSSEIN M. (1971), *Lutte des classes et libération nationale*, Paris, Maspéro, 2ème édition mise à jour (1945-1970).

KEPEL G. (1984) : *Le Prophète et Pharaon. Les mouvements islamistes dans l'Egypte contemporaine*, Paris, La Découverte

KHOURI N. (1990), « De la mouvance islamiste en général et des Gama'ât islamiya en particulier (1970-1985). Essai de lecture sociologique », in Abdelfadil M. et Roussillon A. (dir.), *Egypte : années 80. Éléments pour un bilan de l' « ouverture »*, Revue Tiers Monde, PUF, t.XXXI, n° 121, janvier-mars 1990, 220 p.

LAVERGNE M. (2010), « Égypte, le développement au défi du néo-libéralisme économique », in « Égypte : l'éclipse », *Confluences Méditerranée* n°75, L'Harmattan, automne 2010, pages 49-64.

LAVERGNE M. (dir.) (2011), « 2009 - 2010 : en marche vers Tahrir », *Chroniques égyptiennes* 2009 - 2010, CEDEJ, Le Caire, 345 pp. ;

LAVERGNE M. (dir.) (2012), *Égypte, l'an 2 de la révolution. Une société en quête d'avenir,* L'Harmattan, Bibliothèque de l'Iremmo, 148 pp. et *Égypte, l'an 2 de la révolution. L'émergence d'une nouvelle scène politique*, L'Harmattan, Bibliothèque de l'IReMMO, 111 pp.

LAVERGNE M. (2013), « Révolutions arabes : pas de démocratisation sans décentralisation » in Villes arabes : conflits et protestations, *Confluences Méditerranée*, n°85, printemps 2013, pages 17-32

LAVERGNE M. (2015), « Égypte : l'aménagement urbain en quête de pilotage », in *Acteurs et pouvoirs dans les villes du Maghreb et du Moyen-Orient*, Paris, Karthala, pages 41-60.

MIREL P. (1982*), L'Égypte des ruptures. L'ère Sadate, de Nasser à Moubarak*, Paris, Sindbad, 264 pp.

PIQUEMAL L. (2012), « Notice biographique : Gamal Moubarak, fils cadet et héritier présumé de Hosni Moubarak », *Chroniques égyptiennes 2009-2010*, Le Caire, CEDEJ, pp.281-294

POMMIER S. (2010*), Égypte : l'envers du décor*, Paris, Seuil, 270 pp.

YOUSSEF H. (2012), « L'économie égyptienne : la réalité derrière les chiffres », in *Chroniques égyptiennes 2009-2010*, Le Caire, CEDEJ, pp.25-36 ;